

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 09/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEB - Is/Tille Champ Besançon

ZONE INDUSTRIELLE CHAMP BESANCON
21120 IS SUR TILLE

Références : 2022-475
Code AIOT : 0005401349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement SEB - Is/Tille Champ Besançon implanté rue du Triage BP 20 21120 IS SUR TILLE. L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEB - Is/Tille Champ Besançon
- rue du Triage BP 20 21120 IS SUR TILLE
- Code AIOT : 0005401349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEB produit sur son site d'Is sur Tille de l'électroménager grand public. Le site relève du régime de l'autorisation pour les activités de traitement de surfaces (dégraissage), de travail mécanique des métaux, d'épuration d'eaux industrielles en provenance d'autres installations classées et de procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des fluides organiques combustibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux de surfaces
- Risque accidentel (Action national 100 m Seveso)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2022, article 6.2	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2022, article 6.2	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2022, article 5	/	Sans objet
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
10	Localisation des risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
11	Moyens de prévention	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 27.1	/	Sans objet
12	Moyens de protection	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 27.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever que la politique et les actions mises en place par la société SEB en matière de prévention incendie et de surveillance des rejets aqueux permettaient de répondre aux différentes prescriptions qui lui sont opposables dans ces domaines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a mis à disposition de l'inspection le plan des réseaux mis à jour le 26/03/2015, date des dernières modifications des réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2022, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : L'inspection a constaté que les ouvrages de rejet étaient conformes aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté qu'il existait des points de prélèvement accessibles et aménagés conformément aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Les rejets se font via un canal débitimétrique en V avec mesure en continu, l'exploitant précise que chaque jour une mesure manuelle est réalisée afin de contrôler les informations du débitmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2022, article 6.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant a présenté son manuel de surveillance mis à jour en 2021, celui-ci est conforme vis-à-vis des substances à surveiller ainsi que sur la fréquence des analyses à effectuer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2022, article 6.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. (cf. Annexe 1)
Constats : L'ensemble des analyses réalisées en 2022 montrent que les VLE en concentration et en flux sont respectées, hormis l'analyse en ion fluorure du 1 juin 2022 qui montre une concentration de 0.2 mg/L contre 0.1 mg/L autorisée. Le flux massique en ion fluorure reste cependant sous le seuil de la VLE (19 g/jour contre 20 g/jour autorisé). Les investigations réalisées par l'exploitant ne permettent pas à ce jour de connaître la cause de ce dépassement. Les analyses du 7 septembre 2022 montrent que la concentration dans les rejets en ion fluorure était de 0.1 mg/L, soit conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que les dépassements étaient justifiés par l'exploitant dans le système d'information GIDAF.
Observations : L'inspection a constaté que le cadre de contrôle GIDAF présentait des erreurs, avec des valeurs seuils à ne pas dépasser inférieurs à celles réellement autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2022, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'inspection a constaté que l'ensemble des résultats d'autosurveillance était transmis sur le système d'information GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2022, Nature et quantités de produits et/ou déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant disposait d'un plan du site sur lequel est mentionné l'emplacement des produits inflammables ou combustibles, leurs natures, la quantité susceptible d'être présente. L'exploitant a informé l'inspection que ce plan a été remis au SDIS 21.
Observations : L'exploitant a précisé qu'il allait actualiser le plan en y indiquant la zone de stockage des déchets, avec les quantités maximales par type de déchets susceptibles d'être présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Localisation des risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2022, Zone susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur une courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant avait répertorié l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion et qu'il tenait les plans à jour permettant de les localiser.</p> <p>L'inspection a constaté que l'ensemble de ces zones était correctement matérialisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 27.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Détection et alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence. L'ensemble de ces équipements dont dispose l'exploitant est constitué au moins de : Pour l'ensemble des installations : détection de mise en fonctionnement de l'extinction automatique. Station de traitement des effluents : alarme relatif à la régulation pH (canal de rejet) [...] Installations de combustion : détecteur de fuite dans le local avec renvoi d'alarme au poste de garde et coupure de gaz ; capteur de température à disjoncteur. Laboratoire de recherche : détection incendie (détecteur de fumée)</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que l'ensemble des installations contrôlées disposaient de système de détection ainsi que de système d'extinction automatique par sprinklage ou gaz argon.</p> <p>L'inspection a constaté que les alarmes étaient reportées au bureau d'accueil pendant les heures ouvrables. En dehors des heures ouvrables, le système dispose d'un autocom secourue par un système GSM permettant de transférer l'alarme à la société de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 27.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens matériels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est doté au moins de : <ul style="list-style-type: none">• 140 extincteurs ;• 20 RIA ;• 1 réseau d'extinction automatique couvrant l'ensemble des bâtiments de production et de stockage ;• 2 poteaux d'incendie armés (débit 60 m3/h) implantés sur le site plus un à l'extérieur. L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatible avec les moyens de secours publics.
Constats : Les matériels incendies ont été contrôlés par sondage, ils sont facilement accessibles, ils sont en bon état et ils disposent du marquage montrant que les contrôles réglementaires ont été réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet